

CTL « Géographie revisitée » du 23 octobre 2019 :

Ne pas siéger à la table de la DRFiP 31... pour ne pas donner l'illusion d'un dialogue social

Toulouse, le 29 octobre 2019

Mercredi 23 octobre a eu lieu le comité technique sur la géographie revisitée (deuxième convocation du CTL du 8 octobre 2019, boycotté par l'ensemble des OS).

En préambule, rappelons que depuis le 6 juin (date de la sortie des fameuses cartes départementales), nous sommes, selon la direction générale et notre directeur régional, en phase de « concertation ». Le ministre Darmanin, lui-même, a annoncé que cette « concertation » était prolongée au-delà du 31 octobre 2019, date initialement prévue. Les mots ayant tout leur sens, examinons les définitions du dictionnaire Robert :

Concertation : action de se concerter.

Se concerter : s'entendre pour agir de concert.

Concert : accord de personnes qui poursuivent un même but.



Le moins que l'on puisse dire, c'est que, dès le départ, les dés sont pipés ! Car, très objectivement, le but de notre gouvernement est clairement de poursuivre l'austérité budgétaire et la liquidation de la fonction publique (ses services, ses agents et son statut, et, de fait, le service public rendu aux usagers). Donc, en aucune façon, la CGT ne peut se concerter avec le gouvernement et ses représentants dans les administrations que sont les directeurs locaux. Nos objectifs de défense de services publics, des territoires et de l'intérêt individuel et collectif des personnels sont diamétralement à l'opposé des leurs.

Dès le premier document remis pour ce CTL, le directeur régional mentionne le fait que « trois réunions avec les organisations syndicales ont été menées, dont deux CT et une audience à laquelle participait M. Magnant ».

Pour ce qui est de cette mascarade audience, nous vous renvoyons à notre analyse disponible sur notre site internet (<http://www.dgfip.cgt.fr/31/spip.php?article385>). Précisons également qu'il a fallu intervenir auprès du directeur général pour que soit enlevé d'Ulysse national et local la mention de notre participation à cette pseudo-audience sans ordre du jour.

On comprend bien que ce qui est primordial pour tous les directeurs locaux c'est de cocher la case dialogue social et d'avoir autour de la table tous les chefs de services, l'association des comptables, les associations d'élus et les organisations syndicales... Ceci pour pouvoir expliquer au bon peuple, voyez, nous ne sommes pas des autocrates, nous discutons, nous « concertons » !

Un des documents communiqués illustre encore fort bien ce que nous exposons : **une liste de quatre page nommée « NRP – Concertation – Etat des rencontres et entretiens au 30/09/2019 »** qui recense les députés et sénateurs, conseillers départementaux, communautés de communes, trésoreries... rencontrés depuis juin. **Peu**

importe ce qui s'est raconté au cours de ces rencontres, l'essentiel est, la encore, que la case « concertation » soit cochée sur la « check-list ».

Aussi, conformément à nos engagements, dans la droite ligne des positions de l'intersyndicale nationale, nous n'avons pas siégé pour ne pas laisser l'illusion d'un quelconque « dialogue social ». **Chacun d'entre vous aura d'ailleurs constaté que ce « dialogue social » n'existe absolument pas puisqu'il est remplacé, à l'occasion, par un tribunal, quelquefois, par des mensonges, d'autre fois par une incompétence.** Mais tous ces choix des directions locales et nationale n'ont qu'un seul but : berner agents, élus et usagers, jusqu'à, parfois, tenter de les intimider (le tribunal du 3 avril, l'intervention du directeur régional à Salies-du-Salat...) . Nos hiérarques mettent soigneusement en œuvre la feuille de route de la Direction générale qui leur a été distribuée en décembre dernier

(<http://www.financespubliques.cgt.fr/content/demantelement-de-la-dgfiip-suite-ca-se-precise>).

Ne nous leurrions pas. Si le ministre Darmanin a annoncé un allongement de la «concertation » et suspendu le processus de mise en place des agences comptables, il n'a pas renoncé à mettre en place son projet global. Il ne fait que suspendre la plupart des opérations de fermetures de trésoreries,



notamment dans l'attente des élections municipales de 2020, pour tenter de «susciter une meilleure adhésion» des maires au plan de destruction du réseau de la DGFIP. Toutes ces manœuvres pourraient laisser croire que le DRFiP et le ministre auraient entendu les revendications des élus et des agents. Comme on pouvait s'en douter, il n'en est rien. **Ils reprendront leur entreprise de destruction**

dès 2021. N'oublions pas non plus que près de 5 000 suppressions d'emplois sont programmées jusqu'en 2022 !

Les élus, dans leur très grande majorité ont exprimé le choix du maintien du réseau de la DGFIP, en Haute-Garonne comme partout sur le territoire.

Pourquoi siéger dans ce contexte alors qu'il n'y a qu'une chose à dire au plan Darmanin , c'est NON !!!

NON à la nouvelle organisation territoriale des services voulue par Gérald Darmanin. Vendue par des directeurs locaux zélés, un véritable MENSONGE D'ÉTAT, avec des opérations de communication et d'enfumage, auprès des élus, des citoyens, des agents qui ne sont pas dupes.

NON à la fin du numéraire à la DGFIP et **NON** au paiement des impôts chez les buralistes/Française des Jeux, véritable privatisation du recouvrement du budget de l'État et fin de la discrétion professionnelle et de l'étude personnalisée des dossiers des difficultés de paiement.

NON à l'accueil parfois uniquement sur rendez-vous, qui empêche le professionnel ou le citoyen d'avoir une véritable information en temps réel et va conduire, à terme, comme à l'URSSAF, Pôle Emploi et la CAF, à la fermeture définitive de nos services en accueil libre.

NON à un service d'accueil low-cost avec des animateurs polyvalents, qui ne seront pas des agents des Finances, dans des points de contact non pérennes (**trois ou quatre ans a annoncé la direction locale aux collègues de Fronton**) ou devant être à terme entièrement financés par les collectivités locales. NON à quelques sporadiques permanences de réception assurées par des agents itinérants devant être polycompétents.

NON aux projets de fermeture de l'ensemble des trésoreries de plein exercice mettant fin au contact au plus proche du terrain pour les acteurs locaux, les citoyens. Le conseil et l'expertise apportées, tant aux élus qu'aux usagers, sont la vitrine de notre administration. Leur éloignement ne peut conduire qu'à la dégradation des nos relations.

NON à des services de gestion industrialisés, imposant des tâches répétitives aux agents et entraînant la perte des compétences, de l'intérêt du métier, la dépersonnalisation du travail.

NON au transfert de la mission topographique à l'IGN.

NON à la mise en place de Secrétariats Généraux Communs (expérimentés à ce jour dans quatre départements) ayant pour but de mutualiser la gestion des fonctions support et notamment les RH, sous la férule du préfet.

NON à la remise en cause du contrôle fiscal, devenant uniquement une mission de conseil ou de prestation de services aux contrôlés.

NON au rapport Gardette (que chacun peut lire sur internet, une analyse de notre syndicat ici : <http://www.financespubliques.cgt.fr/content/france-recouvrement-vers-un-acteur-de-recouvrement-dans-les-spheres-fiscales-et-sociales>), qui prône la mise en place d'un portail dédié qui doit aboutir à un rapprochement des systèmes informatiques de la DGFIP, des douanes et de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, la caisse nationale des URSAFF) et ainsi décider la fusion du recouvrement forcé. Le sort des SIE et des SIP serait ainsi réglé.

NON à la loi ESSOC qui laisse entendre que pendant des décennies, le citoyen n'a pas pu être en pleine confiance dans ses relations avec les agents de l'État ! Quelle injure aux fonctionnaires que nous sommes. Et quand le président de la République, lui même, se fend de la déclaration suivante devant un parterre de patrons :

« Quand quelqu'un arrive et pour la première fois vous met la douille, vous met les pénalités plein pot, vous pourrez lui dire « J'ai vu le président

de la République, il nous a dit qu'il y a le droit à l'erreur ! S'ils ne sont pas au courant, vous m'écrivez et ce sera corrigé ! », il n'y a plus grand-chose à ajouter... Alors, oui, M. Perrin et son équipe de marchands de tapis auraient sans doute essayé de nous vendre un point de contact supplémentaire ici, la non spécialisation d'un service de gestion comptable à la suite de l'intervention d'un sénateur ailleurs... Poudre de

LES FRANÇAIS N'AURAIENT PAS LE SENS DE L'EFFORT ?



perlimpinpin que tout cela ! Aujourd'hui, comme hier, le plan B comme le plan A ou le plan X sont inacceptables. Pour tous, il est évident que détruire la DGFIP ne saurait la renforcer !!!

Nous sommes pour le retrait de la loi de transformation de la Fonction Publique, pour le retrait du plan Darmanin.



Quand tout sera privé, on sera privé de tout !

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale 31 va inviter tous les élus qui ont apporté leur soutien au maintien du réseau des Finances publiques à se joindre à nous lors de la manifestation nationale qui se tiendra à Paris le 14 novembre 2019, pour exiger le RETRAIT sans condition du plan Darmanin, qu'il soit rebaptisé, concerté ou tripatouillé !!!

Organisons la montée à Paris pour faire plier ce gouvernement !

La CGT Fonction publique de l'État vient de déposer un préavis de grève pour cette journée. La fédération des Finances CGT appelle ses organisations syndicales à la mobilisation et, d'ores et déjà, la CGT Douanes et la CGT DGCCRF appellent les agents à la grève et à la manifestation le 14 novembre. Les personnels des hôpitaux et des services départementaux d'incendie et de secours manifesteront également ce même jour. Une convergence des manifestations est en discussion.

**Tous et toutes, ensemble,
en grève et en manifestation
à Paris le 14 novembre !!!**

